



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 juillet 2020

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**OBJET : 2020 – 77 MISE EN PLACE DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES
FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT
PROFESSIONNEL (RIFSEEP) FILIERE TECHNIQUE CAT A et B – MODIFICATION
DES GROUPES DE FONCTION DE LA CATÉGORIE A ADMINISTRATIVE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 30 juin 2020, s'est réuni le mardi 7 juillet 2020 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Anne-Marie DUVAL, Cyril DAUPHOUD, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Dominique BOURRET, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Marie-Madeleine GUALLINO, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

(Prend part aux délibérations N°52 à N°114 et 27 à 40)

Monsieur Stéphane CASSARINI

(Prend part aux délibérations N°52 à N°114 et 27 à 40)

ABSENTS EXCUSES :

Madame Magali CONESA

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Nora ADDAD
(Prend part aux délibérations N°74 à N°114 et 27 à 51)

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG sans procuration
(Ne prend pas part au vote des délibérations N°52 à N°74)

PROCURATION :

Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Nora ADDAD à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1^{ère} Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal a pris acte qu'aucune observation n'a été formulée concernant le procès-verbal du 11 février 2020.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 mai 2020.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2020 - 85 VENTE DE PARCELLES SISES BOULEVARD EUGENE CHARABOT ET D'UNE
PARTIE DU DOMAINE PUBLIC ALLEE JEAN MOULIN - DECLASSEMENT PREALABLE

DU 7 JUILLET 2020

MISE EN PLACE DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) FILIERE TECHNIQUE CAT A et B – MODIFICATION DES GROUPES DE FONCTION DE LA CATÉGORIE A ADMINISTRATIVE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

L'Etat a engagé depuis 2014 une réforme de l'architecture de ses régimes indemnitaires en simplifiant et regroupant les différentes indemnités existantes au sein d'un dispositif indemnitaire unique dénommé Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP). Ce dispositif entre en vigueur progressivement et devient le régime indemnitaire de référence des fonctionnaires territoriaux. Les grades des catégories A et B de la filière Technique sont désormais éligibles au RIFSEEP. Il est également proposé de modifier la répartition des fonctions dans les groupes du cadre d'emploi des Attachés.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DRH		

Madame Valérie COPIN expose :

Le Régime Indemnitaire des fonctionnaires territoriaux obéit au principe de parité entre Fonction Publique d'Etat et Fonction Publique Territoriale.

Ainsi, lorsqu'une collectivité territoriale décide d'instaurer pour ses agents un Régime Indemnitaire, l'assemblée délibérante détermine celui-ci dans la limite de celui dont bénéficient les différents services de l'Etat. Pour ce faire le Décret n°91-875 du 6 septembre 1991 a fixé les équivalences entre corps de la Fonction Publique d'Etat et cadres d'emploi de la Fonction Publique Territoriale.

Par délibérations des 28 juin 2016, 28 mars 2017 et 25 septembre 2018 le Conseil Municipal a approuvé la mise en œuvre du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnels (RIFSEEP) pour les agents de la ville de Grasse relevant des filières administrative, sportive, animation, médico-sociale, culturelle, technique (catégorie C) et ce dans le cadre de l'application du principe de parité avec la Fonction Publique d'Etat.

A ce jour de nouveaux corps de la Fonction Publique d'Etat ont adhéré au RIFSEEP permettant de poursuivre la mise en œuvre du dispositif pour d'autres cadres d'emploi de la Fonction Publique Territoriale dont le cadre d'emploi des Ingénieurs territoriaux en chef.

Pour les cadres d'emploi des Ingénieurs territoriaux et des Techniciens territoriaux le retard de la parution des textes réglementaires pour la Fonction Publique d'Etat a conduit le gouvernement à publier un décret unique autorisant le déploiement du RIFSEEP aux cadres d'emploi de la Fonction Publique territoriale non éligibles lorsqu'une délibération l'aura décidé.

Il est donc proposé de mettre en application le RIFSEEP pour les agents de la ville de Grasse appartenant aux cadres d'emploi des Ingénieurs territoriaux en chef, des Ingénieurs territoriaux et des Techniciens territoriaux. Il est également proposé de modifier les groupes de fonction prévus par la délibération 2016-140 du 28 juin 2016 pour le cadre d'emploi des Attachés territoriaux.

La mise en application pour les nouveaux cadres d'emploi se fait selon les modalités définies par la délibération 2016-140 du 28 juin 2016 pour les grades déjà éligibles et en application de l'arrêté du 14 février 2019 portant application au corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts des dispositions du décret n°2014-513 créant le RIFSEEP dans la fonction publique d'Etat et du décret n°2020-182 du 27 février 2020 pour les autres cadres d'emploi.

I / RIFSEEP Filière Technique Catégorie A et B :

Catégorie A Ingénieurs en Chef

Groupes de fonctions	Fonctions	Montants annuels plafond			
		IFSE		CIA	RIFSEEP
		Non Logé	Logé pour nécessité absolue de service		
G1	Equipe de Direction	36 210 €	22 310 €	6 390 €	42 600 €
G2	Directeurs	32 130 €	17 205 €	5 670 €	37 800 €
G3	Chefs de service	25 500 €	14 320 €	4 500 €	30 000 €
G4	Encadrement intermédiaire, Chargé de mission, Expertise, Sujétions particulières, autres fonctions	20 400 €	11 160 €	3 600 €	24 000 €

Catégorie A
Ingénieurs

Groupes de fonctions	Fonctions	Montants annuels plafond			
		IFSE		CIA	RIFSEEP
		Non Logé	Logé pour nécessité absolue de service		
G1	Equipe de Direction	36 210 €	22 310 €	6 390 €	42 600 €
G2	Directeurs	32 130 €	17 205 €	5 670 €	37 800 €
G3	Chefs de service	25 500 €	14 320 €	4 500 €	30 000 €
G4	Encadrement intermédiaire, Chargé de mission, Expertise, Sujétions particulières, autres fonctions	20 400 €	11 160 €	3 600 €	24 000 €

Grade	Montant minimal mensuel de l'IFSE quel que soit le groupe de fonction
Ingénieur	110.08
Ingénieur principal	122.60

Catégorie B

Techniciens, Techniciens principaux

Groupes de fonction	Fonctions	Montants annuels plafond			
		IFSE		CIA	RIFSEEP
		Non Logé	Logé pour nécessité absolue de service		
G1	Chef de service	17 480 €	8 030 €	2 380 €	19 860 €
G2	Encadrement intermédiaire, Adjoint au Chef de service	16 015 €	7 220 €	2 185 €	18 200 €
G3	Sujétions, expertise, autres fonctions	14 650 €	6 670 €	1 995 €	16 645 €

Grade	Montant minimal mensuel de l'IFSE quel que soit le groupe de fonction
Techniciens principaux de 1ère classe	106.34
Techniciens principaux de 2 ^{ème} classe	102.73
Techniciens	100.55

II/ Nouvelle répartition des fonctions dans les groupes de la catégorie A administrative

Filière administrative :

Catégorie A

Groupes de fonctions	Fonctions	Montants annuels plafond			
		IFSE		CIA	RIFSEEP
		Non Logé	Logé pour nécessité absolue de service		
G1	Equipe de Direction	36 210 €	22 310 €	6 390 €	42 600 €
G2	Directeurs	32 130 €	17 205 €	5 670 €	37 800 €
G3	Chefs de service	25 500 €	14 320 €	4 500 €	30 000 €
G4	Encadrement intermédiaire, Chargé de mission, Expertise, Sujétions particulières, autres fonctions	20 400 €	11 160 €	3 600 €	24 000 €

Grade	Montant minimal mensuel de l'IFSE quel que soit le groupe de fonction
Attaché	110.08
Attaché principal	122.60

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** à compter du 1^{er} août 2020 le nouveau Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (IFSE + CIA) pour les agents appartenant aux cadres d'emploi des Ingénieurs territoriaux en chefs, des Ingénieurs territoriaux et des Techniciens territoriaux ainsi que la nouvelle répartition des groupes de fonction du cadre d'emploi des Attachés territoriaux.
- **INSCRIRE** chaque année les crédits correspondant au budget de l'exercice courant.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte.